

Point de presse de Jacques Chirac et Lionel Jospin à l'issue du Conseil européen d'Amsterdam (17 juin 1997)

Légende: Le 17 juin 1997, Jacques Chirac, président de la République française, et son Premier ministre Lionel Jospin résument les principales décisions adoptées par les Quinze lors du Conseil européen d'Amsterdam, notamment sur la mise en place de la monnaie unique et du pacte de stabilité et de croissance.

Source: Conseil européen, Point de presse conjoint du président de la République, M. Jacques Chirac, et du Premier ministre, M. Lionel Jospin (Amsterdam, 17 juin 1997). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères, [11.07.2005]. Disponible sur

<http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=18&K=965869572&W=AUTEUR+PH+IS+%27jospin%27+AND+TEXTE+PH+IS+%27pacte+de+stabilite%E9%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/point_de_presse_de_jacques_chirac_et_lionel_jospin_a_l_issue_du_conseil_europeen_d_amsterdam_17_juin_1997-fr-1a46d9f8-e0ee-4bb6-8eb1-8a2ed320fb36.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Conseil européen, Point de presse conjoint du président de la République, M. Jacques Chirac, et du Premier ministre, M. Lionel Jospin (Amsterdam, 17 juin 1997)

Le président –

Mesdames, Messieurs, à l'origine nous devions faire une conférence de presse en fin d'après-midi à l'issue des travaux. Les travaux ne sont pas terminés, et nous avons considéré qu'il était plus convenable à votre égard de faire un point, même si nous ne pouvons pas conclure, ni préjuger des conclusions, qui ne devraient aboutir, à mon avis, que tard dans la nuit. A Quinze, c'est toujours très long. Ce Sommet d'Amsterdam avait en réalité un double enjeu : celui qui concerne la monnaie unique et les modalités de mise en oeuvre, et celui qui concerne la monnaie unique et les modalités de mise en oeuvre, et celui qui concerne la Conférence intergouvernementale.

En ce qui concerne l'euro, l'Europe des Quinze aujourd'hui, et élargie demain, a besoin d'une monnaie à la fois forte, crédible et qui inspire confiance. Elle a besoin d'une monnaie qui puisse faire face à la monnaie dominante d'aujourd'hui, c'est-à-dire le dollar. Ce sont nos intérêts financiers et commerciaux et donc économiques qui sont en jeu. Mais naturellement la mise en oeuvre de cette monnaie, qui est dans l'intérêt de chacun des pays, et notamment dans l'intérêt de la France. En effet la France, vous le savez, est un très gros exportateur mondial. L'intérêt de cette monnaie passe aussi par la croissance, l'emploi, le progrès social. Nous avons en Europe de ce point de vue une tradition que nous entendons maintenir, même si nous connaissons une crise, qui se traduit par le chômage et la mise en cause de notre système de progrès et de modèle social.

Dans cette situation, plusieurs mesures ont été décidées : d'abord, naturellement pour que la monnaie soit forte et crédible, il faut qu'elle soit stable, d'où le Pacte de stabilité ; pour qu'elle réponde aux exigences sociales aussi bien en termes d'emplois qu'en termes de progrès, il faut qu'elle soit inscrite dans un ensemble dynamique sur le plan social, d'où les mesures concernant la croissance, l'emploi et le progrès social. C'est ce qui a fait l'objet des deux décisions hier, prises après un travail important réalisé par les ministres de l'Economie et des Finances, et qui s'inscrit d'ailleurs dans le droit fil d'une tradition française ou d'un désir français que soient prises en cause les exigences sociales par rapport aux exigences monétaires. Ces deux résolutions ont donc été adoptées hier - le Pacte de stabilité et la résolution sociale - sous un chapeau commun de présentation marquant qu'il s'agit là d'une inspiration unique, d'une inspiration communautaire.

J'ajoute qu'a été adopté également - je le dis parce que cela nous a coûté très cher, notamment en 1993 - le "Système monétaire européen bis" qui évitera les dévaluations compétitives de pays qui n'entreraient pas immédiatement dans la monnaie unique.

Voilà le premier enjeu de ce Sommet, enjeu ou défi qui a été relevé de façon, je crois qu'on peut le dire, satisfaisante et qui nous permet de confirmer ce que chacun sait, mais qui doit être en principe en permanence réaffirmé, c'est-à-dire notre volonté claire et déterminée de faire en sorte, qu'en respectant notre modèle social, en assumant notre volonté de lutter contre le chômage et de favoriser la croissance, nous puissions, dans les conditions prévues par le Traité, et à la date prévue par le Traité, entrer dans la monnaie unique.

Le deuxième enjeu concerne la Conférence intergouvernementale. Nous aurons probablement l'occasion, peut-être notamment avec quelques-uns d'entre vous cette nuit, si cela ne se termine pas trop tard, de conclure. Nous progressons, c'est difficile, parce qu'à Quinze les choses sont difficiles. Chaque pays a ses traditions, sa culture, sa constitution, ses priorités, ses craintes, et donc il faut tenir compte de tout cela. Quand quinze chefs d'Etat ou de gouvernement doivent prendre la parole sur le même sujet, naturellement cela prend du temps.

Néanmoins, les progrès se font, d'une part en ce qui concerne une Europe qui associe la liberté, la sécurité et la justice, avec le transfert de certaines matières dans la compétence communautaire. Vous la connaissez tous, je ne m'étendrai pas sur le sujet. Les progrès se font pour une Europe plus proche des citoyens, et notamment l'intégration du Protocole social qui est évidemment quelque chose d'important.

[...]

Voilà en gros ce qui s'est passé avant que nous ne répondions à vos questions. Mais peut-être le Premier ministre souhaitera-t-il compléter mes informations dans ce domaine.

Le Premier ministre

- Je vous remercie, Monsieur le Président. Mesdames, Messieurs, j'ai peu de choses à ajouter à ce que vient de dire le président de la République.

D'abord, je me réjouis de participer à mon premier Sommet européen, aux côtés du président de la République pour ce qui concerne la représentation de la France, et au contact de mes pairs, les Premiers ministres ou chefs de gouvernement de l'Union européenne.

Ensuite, le président de la République a tracé les deux grands axes qui ont structuré les débats de ce Sommet, autour de la troisième phase de l'Union économique et monétaire d'une part, et autour de la Conférence intergouvernementale d'autre part.

En ce qui concerne le premier point, nous avons souhaité, dans le respect des engagements de la France et de la parole donnée par la France, donnée par le président de la République et à laquelle légitimement il tenait, en ce qui concerne le Pacte de stabilité, dans les espaces qui nous étaient donnés et dans le temps bref dont nous avons disposé après la formation du nouveau gouvernement, sinon faire surgir, en tout cas insister davantage sur un certain nombre d'exigences que le président de la République vient de rappeler, et qui tournent autour de deux grandes préoccupations : les unes qui touchent à l'équilibre et à la monnaie, et les autres qui touchent à la croissance, à la lutte pour l'emploi et à l'utilité de la concertation des politiques économiques. Nous l'avons fait autour de thèmes auxquels le président de la République était sensible, mais que les derniers jours nous ont permis de faire avancer, en accord avec le président de la République, et par la concertation, parfois même par la négociation avec nos partenaires, comme il convient de le faire dans le cadre communautaire. Voilà donc l'essentiel en ce qui concerne le premier point, et vous êtes libres de juger de la façon dont ces espaces nouveaux, ces exigences nouvelles, ont pu être pris en compte grâce à l'amitié de nos partenaires, mais sans doute grâce aussi au fait qu'eux-mêmes considèrent que ces problèmes sont essentiels dans une Union européenne qui compte 18 millions de chômeurs.

[...]

Sur le deuxième point de la Conférence intergouvernementale, nous nous sommes inscrits dans la continuité des positions préparées par la France et exprimées là aussi par la voix du président de la République au cours de ce sommet, dans une discussion qui est encore en cours, selon des positions relativement traditionnelles, compte tenu de ce qu'était l'état d'avancement de ce dossier de la Conférence intergouvernementale, qui après tout visait à mettre les institutions et le processus de décision de l'Union européenne en bon état de marche avant l'élargissement (il est trop tôt pour dire si ce but va être atteint). Mais en tout cas, c'est dans le cadre de positions préparées par le précédent gouvernement, que pour l'essentiel nous avons inscrit notre démarche.

Q - Monsieur le Président, nous vous avons beaucoup observé pendant la préparation de ce sommet, notamment dans la discussion qui a eu lieu avec nos partenaires allemands sur le complément apporté au Pacte de stabilité, et je crois qu'il a semblé à beaucoup, avec un peu d'étonnement d'ailleurs, que vous vous êtes très bien accommodé de votre nouveau gouvernement, au point parfois, de donner le sentiment d'arriver à faire avec lui ce que vous ne parveniez pas à faire avec le précédent. Confirmeriez-vous ? Infirmeriez-vous ce sentiment ?

R - Le président - La requête, ferme, du Premier ministre et du gouvernement dans le domaine de la croissance de l'emploi et du progrès social, donc de la coordination des politiques économiques, était pour moi un souci déjà ancien. Je rappelle que c'est au mois de mars 1996, que j'ai pris l'initiative de déposer un

mémorandum sur le modèle social européen et qui, petit à petit, a fait également son chemin. Donc, la préoccupation du gouvernement s'intégrait parfaitement dans la mienne, c'est-à-dire la préoccupation totale de la France qui, sur ce point, je crois qu'on peut le dire, en tous les cas chez ses responsables, est unanime, pour que soit davantage pris en compte l'aspect humain de la construction européenne.

J'ai souvent l'occasion de le dire, il y a quelque chose qui ne va pas, lorsqu'on s'aperçoit que l'Europe est la région du monde où la croissance est la plus faible du monde entier ; et une région où, contrairement à une vieille tradition, la pauvreté s'accroît avec tout ce que cela comporte, en liaison avec le chômage naturellement, comme dysfonctionnements sociaux et comme conséquences psychologiques. Donc, l'idée qu'il fallait marquer une inflexion est une idée qui s'imposait. L'occasion du changement de gouvernement a été sans aucun doute une bonne occasion et a montré à nos partenaires que, vraiment, il y avait une continuité dans la volonté française et un vrai problème. Nous n'avons pas eu de difficulté.

[...]